



17 décembre 2024

## France : le rapport sur l'agriculture de The Shift Project – Une occasion manquée

En France, l'agriculture a longtemps été considérée comme un **secteur phare** de l'économie française. Fière de sa place de **deuxième pays exportateur agricole** au début du XXI<sup>e</sup> siècle, de la puissance de son **industrie agroalimentaire** dont les fleurons se rangent parmi les plus puissantes multinationales mondiales, la France connaît depuis peu – de la même manière que l'Europe – une profonde crise agricole dont les manifestations des agriculteurs, observées au début de 2024, ne sont que les prémices [\[lire\]](#). Cette crise, de nature économique, environnementale et sociale, est l'expression d'un ensemble de crises systémiques imbriquées auxquelles le monde doit faire face (climat, eau, biodiversité, terre, inégalités économiques, santé).

C'est dans ce contexte difficile que l'agriculture française sera amenée à se transformer.

Comme ailleurs dans le monde, cette transformation ne sera pas indolore, d'autant plus que le système alimentaire mondial est entré dans une transition dont les caractéristiques font penser qu'elle l'entraîne dans une direction et vers un monde peu souhaitable [\[lire\]](#).

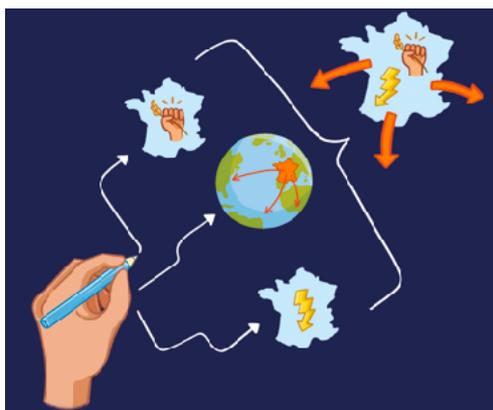
### Le travail de « prospective » de The Shift Project : objectifs, méthode et principaux résultats

En novembre dernier, [The Shift Project](#) (TSP)<sup>1</sup> a publié un rapport [\[lire\]](#) qui « a cherché à balayer les problématiques du secteur afin de rendre compte de l'état de la recherche et des discussions qui l'animent » pour « planifier une transformation ambitieuse » pour « améliorer sa résilience et la souveraineté agricole nationale, et préserver ainsi sa capacité à nourrir la population, tout en assurant la viabilité économique des exploitations ».

TSP analyse « les limites énergétiques, climatiques et écosystémiques » du système agricole français (dépendances, conséquences et impacts), et passe en revue les possibles « leviers de transformation du système agricole », avant d'envisager **quatre scénarios** à l'horizon 2050 :

---

<sup>1</sup> Créé en 2010, « The Shift Project est un think tank qui œuvre en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone ». Il cherche à « éclairer » et « influencer » et « est soutenu par des leaders économiques [\[lire\]](#)... [et] est épaulé par un réseau de plusieurs milliers de bénévoles regroupés au sein d'une association ».



### 1. Priorité à une meilleure autonomie agricole et alimentaire nationale.

Ce scénario vise à assurer l'alimentation de la population française, en dépendant le moins possible d'intrants et d'aliments importés et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES).

### 2. Priorité à une meilleure indépendance énergétique nationale.

Ce scénario veut assurer la fourniture d'un maximum de biomasse agricole à des usages énergétiques après sécurisation des usages alimentaires nationaux tout en diminuant les émissions de GES.

### 3. Priorité à la contribution à la sécurité alimentaire internationale par le maintien d'une capacité exportatrice française<sup>2</sup>.

Ce scénario veut assurer la production d'un maximum de biomasse alimentaire exportable, après sécurisation des usages alimentaires nationaux, un rôle géostratégique à la France et lutter contre la faim dans le monde tout en réduisant les émissions de GES.

### 4. Scénario de conciliation.

Ce scénario vise à développer une forme de compromis entre les différentes priorités stratégiques des trois premiers scénarios.

Chacun des scénarios est défini par des **hypothèses** sur l'évolution des superficies cultivées, de la taille des troupeaux et de l'importance de diverses formules pour l'élevage, ainsi que de changements dans la production et la consommation d'énergie.

Les **résultats des scénarios** sont décrits par

- le niveau de consommation et de production d'énergie,
- celui de la disponibilité en nourriture pour répondre aux besoins alimentaires nationaux (humains et animaux), des émissions de GES, de la résilience du secteur agricole mesuré par l'efficacité énergétique, la réduction de l'utilisation d'engrais azotés et l'efficacité de l'élevage,
- la contribution à la résilience globale de la société. Cette dernière est évaluée par le niveau d'impact soutenable pour les écosystèmes afin de préserver la biodiversité (approché à l'aide de la superficie des prairies permanentes, de la consommation de pesticides, du développement de l'agroforesterie et de la

<sup>2</sup> Cette formulation dénote une conception dépassée de la sécurité alimentaire qui donne priorité - sinon l'exclusivité - à la dimension « disponibilité » de la sécurité alimentaire. Il est bien établi désormais, qu'on ne lutte pas contre la faim simplement en produisant plus de produits alimentaires. Il aurait été plus approprié d'écrire « contribuer à l'approvisionnement du marché mondial en nourriture » [\[lire\]](#).

diversification des assolements) et la « **sobriété** » dans l'usage de l'eau (maîtrise de la hausse de la demande en eau de l'irrigation).

Finalement, le rapport se termine par une série de **recommandations** pour les pouvoirs publics, les acteurs territoriaux et les agriculteurs.

## Points forts du travail de TSP

Trois forces s'imposent aux lecteurs.



### Première force : les données

Le premier point fort du rapport de TSP est la **masse impressionnante de données** détaillées sur le secteur agricole qui y est présentée sous une forme facilement accessible faite de tableaux, schémas et cartes très claires.

Il s'agit là d'une mine d'informations sur l'agriculture française décrivant son évolution sur plusieurs décennies à l'aide de variables clés (nombre d'exploitations, superficies cultivées, effectifs de l'élevage, résultats économiques, etc.). L'équipe de l'étude a fait un effort louable de collecte et d'organisation de l'information d'une manière directement utilisable par qui s'intéresse au secteur agricole français.

### Deuxième force : le point de vue des agriculteurs

Le deuxième point fort du rapport de TSP est l'utilisation des résultats d'un **processus de consultation de 7700 agriculteurs français** qui s'est déroulé sur une période de 6 mois [[lire ici le rapport de la consultation](#)]. Ces résultats fournissent notamment des indications très utiles sur ce que pensent les agriculteurs sur certaines pratiques agricoles et sur les contraintes freinant l'adoption de pratiques agricoles durables.<sup>3</sup> On peut espérer que ce type de considérations se verra intégré dans les enquêtes agricoles futures menées par l'État.

### Troisième force : les recommandations des acteurs

Le troisième point fort du rapport de TSP est l'ensemble des recommandations qui se trouve en dernière partie du rapport, et qui, d'évidence, ressort des **consultations menées** avec les organisations professionnelles, instituts

---

<sup>3</sup> Malheureusement, la description très succincte de la méthode utilisée, notamment pour la constitution de l'échantillon de l'enquête, et le fait que l'enquête se soit faite en ligne (sans précision sur taux de réponses récoltées) ne permet pas de se prononcer sur la représentativité des résultats qui apportent néanmoins des indications intéressantes.

techniques et autres institutions diverses et associations, ainsi qu'avec des producteurs et leurs organisations.

## **Points faibles du travail de TSP : d'énormes défauts conceptuels**

Malgré la richesse de l'information présentée, le rapport de TSP souffre d'une **conception étriquée** qui constitue un défaut rédhibitoire ne lui permettant pas d'aboutir à des conclusions convaincantes.

Quatre faiblesses principales sautent aux yeux à la lecture du rapport.

### Première faiblesse : décrire un secteur agricole isolé

Il est regrettable que l'étude approche le **secteur agricole isolé du reste de l'économie**. C'est une conséquence de l'approche générale adoptée par TSP dans le cadre du Plan de transformation de l'économie française (PTEF) qui consiste à considérer isolément chacun des principaux secteurs de l'économie [[lire page 1](#)].

Cette façon de faire, de nos jours, est une curiosité, à l'heure où la plupart des travaux économiques se font sur la base d'une **approche systémique** permettant d'appréhender la réalité depuis la production (et son amont) jusqu'à la consommation. Ainsi, il n'y a plus guère de travaux reconnus qui n'intègrent pas l'analyse de l'agriculture dans une analyse d'ensemble du **système alimentaire** allant depuis l'amont de l'agriculture (production des intrants et équipements utilisés par l'agriculture) jusqu'à la consommation, en passant par la production agricole, la transformation agro-industrielle, le commerce et la distribution. Cette approche est désormais généralisée, non pas par goût de la complexité, mais parce qu'il est clairement établi que ce qui se produit en amont et en aval de l'agriculture (en particulier dans le cadre des grandes filières agroalimentaires) a **une influence profonde sur les possibilités et les directions du changement** existant réellement dans le secteur agricole.<sup>4</sup> La réalité est complexe [[lire](#)] et les analyses doivent en tenir compte afin de formuler des conclusions convaincantes et des recommandations qui ont une chance d'être appliquées et efficaces.

Le prix de l'archaïsme de l'approche adoptée, c'est de rester **descriptive et non analytique et explicative**, et d'être condamné à faire, dans les divers scénarios, des hypothèses qui apparaissent assez arbitraires et dont la plausibilité n'est pas prouvée, d'autant plus qu'elles négligent entièrement les rapports très étroits existant entre les agriculteurs et les puissants opérateurs en amont et en aval, ceux mêmes qui détiennent l'essentiel du **pouvoir** [[lire](#)] et sont continuellement en train de transformer l'agriculture et l'alimentation dans un sens que l'on ne saurait négliger dans un travail de prospective [[lire](#)].

---

<sup>4</sup> Il est intéressant de relever que quand le rapport mentionne les relations entre l'agriculture et les autres secteurs (section 4, p.57), les secteurs énumérés comprennent le BTP, les transports, le numérique, l'énergie, l'urbanisme et les industries d'amont. Rien sur les industries alimentaires !

Dans le rapport de TSP, la réalité est donc schématisée et transformée en une espèce d'horloge géante que le fabricant aurait omis de doter de la source d'énergie indispensable pour la faire tourner.

### Deuxième faiblesse : une approche presque exclusivement technico-économique



Une des conséquences de la première faiblesse, c'est que TSP ne peut avoir recours qu'aux seuls **leviers technologiques** pour créer du changement. Ainsi les leviers de transformations sont tous de nature technologiques (voir tableau p.114-115), hormis, peut-être, les « **leviers de résilience socio-économique** », bien que la résilience dont il est fait référence est elle aussi décrite en termes purement techniques...

Malheureusement, le rapport ne fournit **aucune indication sur ce qui détermine**

**l'adoption de telle ou telle solution technologique.** Peut-être est-ce parce que l'analyse des facteurs d'adoption nécessiterait l'élargissement du domaine de l'étude au-delà du simple avantage technique (pour aborder les questions économiques et sociales), et du secteur agricole au sens strict.

En outre, étant donné la place centrale de la technologie dans les solutions proposées par le rapport, on aurait pu s'attendre au moins à quelques considérations sur la recherche agricole, ses acteurs et leurs intérêts et les leviers qui expliquent leur évolution passée et permettraient de se faire une idée de leur évolution future.

Enfin, la description des scénarios et leurs résultats est faite d'un ensemble de **variables purement techniques**, dont certains (notamment ceux tentant d'apprécier la résilience de la biodiversité) sont plutôt critiquables. Pire encore, aucune indication n'est donnée sur les aspects économiques, en particulier sur les prix, la valeur ajoutée, le revenu agricole et la structuration en unités de production pourtant présentés – à juste titre – comme des variables importantes dans la première partie descriptive du rapport, et alors que « **viabilité économique des exploitations** » est un objectif déclaré du travail entrepris par TSP.

Rien, non plus, sur l'**investissement** (pourtant, ce sont les investissements qui façonnent l'avenir [lire]), pas davantage sur la **finance** qui, surtout depuis la crise de 2007-08, est en train de transformer l'agriculture mondiale (et la France ne fait pas exception) [lire]. Rien non plus sur tout ce qui peut freiner les transformations du secteur agricole en limitant la liberté d'action de ses acteurs potentiels (par exemple : endettement et contrats divers liant les producteurs à d'autres acteurs, question du renouvellement générationnel des agriculteurs).

Ces considérations nous amènent à la troisième faiblesse.

### Troisième faiblesse : où sont passés les acteurs de l'agriculture ?

Pour TSP, l'agriculture ne semble faite que d'exploitations, de champs, de plantes, d'animaux et de technologies. Mais où sont passés les humains ? Où sont passés les **syndicats agricoles** qui encadrent la grogne des producteurs et dont certains co-gèrent l'agriculture avec l'État en étroite collaboration avec les entreprises d'amont et d'aval, qu'elles soient coopératives ou non. Dans les 242 pages du rapport, le mot « syndicat » n'apparaît fugacement que trois fois et « coopératives » huit fois. Quant aux **acteurs d'amont et d'aval** (fournisseurs d'intrants, agro-industriels, commerçants et consommateurs), ils sont, bien entendu, absents du fait de la première faiblesse déjà mentionnée.

Non seulement l'agriculture est seule au monde, mais elle est aussi dépeuplée et réduite à une simple mécanique imaginée par des ingénieurs, dont, une fois encore, le souffle manque. Un monde technocratique où la politique n'existe pas.

Finalement, les acteurs apparaissent dans le rapport par le biais des recommandations qu'on leur adresse... (ou plutôt qu'ils s'adressent les uns aux autres).

### Quatrième faiblesse : un lien ténu entre l'analyse faite et les recommandations

Au moment de formuler des recommandations, le **réel fait soudain irruption** dans le rapport. On y parle tout d'un coup d'incohérences politiques, de réglementation, de concurrence internationale, de sécurisation de débouchés, de compétences nouvelles, même de recherche ! On y mentionne aussi, enfin, les Chambres d'agriculture, les coopératives, les collectifs et associations d'agriculteurs.

On découvre alors un long chapelet de recommandations qui, prises individuellement, ont leur mérite propre, mais qu'on a bien du mal à lier à ce qui se trouve les parties qui auraient dû faire le diagnostic du secteur agricole, et dans les scénarios qui font le corps du rapport, tandis que, pour avoir la force de la justification, elles devraient découler de l'analyse menée.

En fait, il est fort probable qu'elles résultent principalement des consultations organisées par TSP qui leur donnent leur crédibilité en tant que revendications de la part des personnes et organismes qui les ont formulées.

### **Conclusion : une occasion manquée**

Les quatre faiblesses du rapport de TSP ne retirent pas pour autant son mérite comme **mine d'information sur l'agriculture française**. Mais elles diminuent la crédibilité des recommandations faites, du fait de manque de réalisme dans l'analyse, d'unité du cheminement qui y about et, surtout, de **l'absence dans ce**

travail de la prise en compte de quelques grands moteurs de changement à l'œuvre dans l'agriculture.



Étant donné le niveau de qualification des auteurs et la richesse des références citées dans le rapport, cet oubli ne saurait être involontaire.

On est déçu à la lecture de ce travail, car on pouvait espérer trouver une solide réflexion sur l'agriculture et l'alimentation françaises, et d'autant plus quand on considère l'importance des ressources mobilisées.

Mais, si des oublis de ce genre se répétaient dans les autres rapports sectoriels du TSP, on pourrait raisonnablement douter de la pertinence du Plan de transformation de l'économie française (PTEF) qui résultera de leur synthèse.

On ne peut que s'étonner et se désoler du résultat très décevant d'un effort qui, si l'on en croit TSP, a impliqué plus de 300 contributeurs et contributrices, et consulté plus de 7000 agriculteurs, 150 organisations et des ressources financières conséquentes, le tout sous la direction d'un conseil scientifique et d'un collègue d'agriculteurs.

Tout ça pour ça... Pourquoi ?

On ose espérer que les rapports sur les autres secteurs seront d'une meilleure facture ! On peut, malheureusement, avoir de bonnes raisons de s'en inquiéter.

-----  
Pour en savoir davantage :

- Blin, K. et al., [La grande consultation des agriculteurs](#), rapport d'étude, 12/12/2024, The Shift Project, 2024.

- Corpel, C. et al., [Pour une agriculture bas carbone, résiliente et prospère – Pour une transformation ambitieuse du secteur – Synthèse novembre 2024](#), The Shift Project, 2024.

Sélection d'articles sur [lafaimexpliquée](#) liés au sujet :

- [Mesurer la réalité est une tâche bien compliquée - Deux illustrations](#), 2024.
- [Protestations des agriculteurs européens : Simple crise ou convulsions annonciatrices d'une transition indispensable ?](#) 2024.
- [La « transition agricole et alimentaire » est en cours - Neuf changements nous indiquent vers quel monde elle nous mène](#), 2023.
- [La gouvernance, l'information des consommateurs, une meilleure distribution des revenus et de la richesse, et les innovations technologiques, sociales et institutionnelles, seront déterminantes pour la réalisation d'un avenir souhaitable, dit la FAO](#), 2022.
- [Le pouvoir économique privé dans les systèmes alimentaires et ses nouvelles formes](#), 2022.
- [L'investissement agricole](#), 2022.

et les articles regroupés dans les pages thématiques « [Avenir de l'alimentation](#) » et « [Finance](#) ».